

Afrique du Nord & Moyen-Orient



16 octobre 2022

La CGT réaffirme sur le terrain son soutien à la lutte du peuple palestinien !

Sous la conduite de Philippe Martinez, une délégation de la CGT composée de Boris Plazzi membre du Bureau Confédéral chargé de l'International, Marie Buisson, membre de la CEC et secrétaire générale de la FERC, de Sabine Alexis, membre de la direction de la fédération CGT des transports, de Mélanie Martinet, secrétaire générale de l'UD des Ardennes et de Pierre Coutaz, responsable de secteur international de la confédération, s'est rendue en Palestine à l'invitation de nos camarades de la PGFTU. Pendant cinq jours, la délégation enchaîne les rencontres et les visites pour mieux prendre la mesure des souffrances endurées par le peuple palestinien.

La visite au point de passage de Qalqilya est extrêmement illustrative des brimades dont se rendent coupables quotidiennement les autorités israéliennes à l'encontre des travailleuses et travailleurs de Palestine devant se rendre de l'autre côté du mur de séparation. Déjà victimes du vol de leurs terres en raison de la scandaleuse politique de colonisation impunie internationalement, un nombre très important de palestiniennes et de palestiniens de Cisjordanie se retrouvent désormais sous la domination économique d'Israël qui leur inflige tous les jours des heures d'attente aux postes de contrôle avant de les exploiter honteusement, sans droits sociaux ni syndicaux. Lors de son passage à Qalqilya, la délégation de la CGT et ses accompagnateurs de la PGFTU s'est ainsi retrouvée interpellée par des gardes israéliens, forts mécontents de la présence de syndicalistes étrangers venus pour constater et témoigner des discriminations et des violences dont ils se rendent coupables.

La CGT est par ailleurs retournée à Bilin où elle s'était déjà rendue en 2013 lors du dernier déplacement international de Bernard Thibault. Une occasion de constater l'effroyable progression de la colonisation autour d'un village qui pourtant est parvenue, au terme d'une résistance civile exemplaire à protéger une partie de ses terres. Face à cet intolérable morcellement territorial de la Palestine le silence des gouvernements occidentaux et en particulier de la France n'en est que plus complice. La différence de traitement est criante quand on compare aux sanctions que la communauté internationale a été capable de prendre face à la Russie agresseur dans la guerre en Ukraine.



Plusieurs rencontres ont également ponctué l'agenda de Philippe Martinez en Palestine :

- avec les responsables du bureau de l'OIT à Ramallah à l'occasion d'une formation de femmes militantes syndicales défendant la mise en œuvre dans le pays de la convention 190 de l'OIT contre les violences sexistes et sexuelles sur le lieu de travail,



- avec le ministre du travail au cours de laquelle la CGT a pris l'engagement de défendre la question de la reconnaissance de la Palestine au sein des organisations multilatérales, au premier rang desquelles l'OIT,



Rencontre avec le ministre du travail palestinien

- enfin avec la direction de la PGFTU lors d'une réunion à laquelle participaient en visioconférence les responsables de l'organisation à Gaza.



Rencontre avec la direction de la PGFTU

Des visites de sections syndicales d'entreprises et un passage sur la tombe de Yasser Arafat ont permis de compléter utilement ce tableau d'ensemble.



Visite d'une boulangerie



Visite de la tombe de Yasser Arafat

Rentré en France en urgence dans la nuit de mardi à mercredi pour soutenir les travailleuses et travailleurs des secteurs en grève, Philippe Martinez a confié au reste de la délégation le soin de terminer ce programme de visite réaffirmant le soutien de la CGT à la lutte du peuple palestinien.



« Les murs sont faits pour être franchis »

La délégation s'est ensuite rendue à Bethleem en empruntant le Checkpoint 300, à l'entrée de la ville, qui sépare la population palestinienne de la cité des colonies israéliennes qui l'environnent. Une

nouvelle occasion de constater les brimades et les difficultés qu'endurent les Palestiniens au quotidien. La portion du mur de séparation qui fracture Bethleem est caractérisée par de nombreuses productions artistiques qui évoquent le côté ouest du mur de Berlin. Un grand nombre d'artistes ont ici mis leurs talents au service de la dénonciation de la politique de colonisation conduite par l'Etat d'Israël.



Dos au mur à Bethleem

La délégation s'est ensuite rendue à Jérusalem Est pour rencontrer les militants du syndicat palestinien indépendant WAC – MAAN qui se concentre dans la défense des droits des travailleuses et travailleurs palestiniens de Jérusalem. Jérusalem comprend aujourd'hui, du fait du morcellement généré par la colonisation, plusieurs micro-bandes de Gaza concentrant derrière des murs de six mètres de hauteur les populations de quartier entier, comme celui de Shufat, 30000 habitants. Tous les jours, les Palestiniens de ces quartiers extrêmement densifiés doivent passer des corridors grillagés et des check-points pour se rendre au travail, avec des temps d'attente pharamineux. Les permis de travail officialisent une forme d'esclavagisme qui enchaîne les travailleurs obligatoirement à un employeur israélien qu'il ne choisit pas. A cela s'ajoute le déni d'identité pour les habitants historiques de Jérusalem, citoyens de seconde zone d'une ville aujourd'hui intégralement annexée !



Rencontre avec des militants de WAC-MAAN



Le long du quartier de Shufat

Une rencontre avec M. René Troccaz, consul général de France à Jérusalem a permis d'échanger sur les actions qui doivent être conduites urgemment afin de permettre la reconnaissance pleine et entière de l'Etat de Palestine. Après l'élection d'un représentant palestinien sur la liste des travailleurs au Conseil d'Administration du Bureau International du Travail, obtenue par la CSI avec le soutien très actif de la CGT, il est aujourd'hui grand temps que la Palestine elle-même devienne membre de l'OIT. M. le consul nous a également informé sur les destructions de maisons et déplacements de populations dont sont victimes les Palestiniens dans les quartiers Est de Jérusalem. La situation de Salah Hamouri a également été évoquée.



Rencontre avec le Consul Général

La dernière journée de présence de la délégation fut consacrée à une série de rendez-vous à Tel Aviv avec les rares représentants encore sur place du camp de la paix.

La délégation de la CGT a ainsi pu établir un premier contact extrêmement fructueux avec Koach la Ovdim (KLO la force des travailleurs), syndicat de travailleuses et travailleurs israéliens juifs et arabes réunis dans une défense pugnace et résolue des droits face au gouvernement israélien qui conduit une politique très agressive de privatisations. KLO dénonce l'attitude du syndicat historique, la Histadrut, engagé dans une politique de cogestion avec les employeurs et le pouvoir politique et complice de la colonisation de la Cisjordanie. Dans le secteur privé, KLO s'implante aussi fortement et résiste à un patronat avide de profits et exacerbant la mise en concurrence des travailleurs entre eux : Arabes Israéliens, Juifs Israéliens, Palestiniens des territoires occupés, migrants Palestiniens. L'un des axes fondamentaux de KLO est donc la lutte pour l'égalité des droits.

Une orientation partagée avec l'association Kav la Oved, déjà rencontrée à plusieurs reprises lors de missions par le passé. Kav la Oved développe un remarquable travail d'aide et de défense des droits des travailleuses et travailleurs palestiniens franchissant quotidiennement le mur de séparation. Cet engagement résolu en faveur de l'égalité des droits et de lutte contre les discriminations pointe en miroir le régime d'apartheid qui frappe les populations palestiniennes.

La délégation de la CGT a également eu la chance de pouvoir échanger avec notre camarade Boris Kravtchenko, président de la Confédération du Travail de Russie (KTR), exceptionnellement sur place à Tel Aviv au moment de la mission. Boris dirige cette organisation, la KTR, dont la CGT a déjà eu l'occasion de parler, qui s'oppose à la guerre de Poutine et tente de défendre les droits des travailleurs et le syndicalisme indépendant dans le contexte effroyable généré par le basculement du pays dans un régime fascisant. Plusieurs responsables de la KTR ont dû fuir la répression à l'étranger après la publication sur son site d'un guide juridique permettant aux jeunes russes d'échapper à la mobilisation. Rappelons que depuis l'ordre de mobilisation, près d'un million de Russes ont fui à l'étranger et que la première recherche internet opérée sur les moteurs de recherche russes Rambler et Yandex sont : « comment se casser un bras ».

Une dernière rencontre nous a permis d'échanger avec Ephraïm Davidi sur la situation politique à moins de trois semaines des cinquièmes élections à la Knesset en moins de deux ans. Ephraïm est rédacteur en chef du journal du Parti communiste israélien et était évidemment aussi très intéressé par la situation sociale en France. L'occasion pour lui de transmettre aux travailleurs en lutte en France la solidarité et les vœux de succès des Israéliens de progrès !



Rencontre avec Koach la Ovdim, le cinquième à partir de la gauche est Boris Kravtchenko.



Rencontre avec l'association Kav la Oved



Brèche artistique dans le mur de séparation à Bethlem

Annexe

1. Rappel de l'atmosphère qui règne en Palestine

En Palestine, ces derniers mois ont été marqués par le meurtre de la journaliste palestinienne Shireen Abu Akleh par l'armée israélienne, l'accélération de la colonisation, le feu vert donné au nettoyage ethnique des villages de Masafer Yatta, l'offensive « préventive » contre Gaza, le raid de l'armée d'occupation contre les ONG palestiniennes, la prolongation de la détention scandaleuse de Salah Hamouri malgré sa grève de la faim d'une vingtaine de jours.

2. Actualité de l'UE concernant la zone

Le mardi le 3 octobre se tenait le Conseil d'association entre l'Union européenne et Israël. Les réunions de ce Conseil d'association, qui assurent un suivi de l'Accord d'association signé en 2000, avaient été suspendues à la demande d'Israël à la suite de la publication par l'Union européenne des « lignes directrices » de juillet 2013. Depuis, un consensus s'était établi au sein de l'Union européenne pour ne pas reprendre les réunions du Conseil d'association tant qu'Israël n'aurait pas accompli de progrès significatif en matière de respect du droit international et des droits humains.

Le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell a promis lundi des discussions "franches" avec le Premier ministre israélien Yaïr Lapid, en particulier sur la situation "inquiétante" dans les Territoires palestiniens. Il a ajouté que les Européens sont préoccupés par "la poursuite de la violence et des tensions sur le terrain, et la poursuite de mesures unilatérales telles que l'expansion des colonies."

Cette réunion n'a été suivie d'aucune déclaration commune, le seul document officiel de cette réunion restant la prise de position en 54 points de l'Union européenne. Tout en se prononçant contre la colonisation, pour la levée du blocus de Gaza, pour le maintien du statu quo des lieux saints de Jérusalem, et en avançant une fois de plus un « processus de paix » devenu vide de sens, cette prise de position fait la promotion du développement de la coopération entre l'Union européenne et Israël dans d'innombrables domaines, sans aucune condition explicite. Elle illustre l'ambiguïté des positions de l'Union européenne lorsqu'elle se réclame du droit.

La CGT et l'écrasante majorité des syndicats en Europe ainsi que la CES réclament la suspension de cet Accord d'association UE – Israël.

Dans la campagne de pétition Initiative citoyenne européenne qui est en cours et que la CGT soutient, le cap des 160000 signatures vient d'être franchi. L'objectif est d'atteindre un million de signatures en vue d'une législation européenne interdisant le commerce des produits des colonies. AVAAZ vient d'accepter de soutenir et relayer l'initiative.

3. Contexte politique en Israël

Pour la cinquième fois en deux ans et demi les électeurs israéliens sont appelés le mardi 1^{er} novembre à élire leurs députés à la Knesset.

Ces élections, comme les quatre dernières, devraient être très disputées entre l'ancien premier ministre Benjamin Netanyahu, qui est en procès pour corruption, et une constellation de partis de tout l'éventail politique qui estiment qu'il est inapte à gouverner.

Les élections israéliennes conduisent traditionnellement à un morcellement entre de multiples partis politiques (système proportionnel intégral avec barrière à 1% pour élire 120 députés), dont aucun n'a jamais remporté la majorité absolue. Les futurs premiers ministres doivent former des coalitions avec au moins 61 sièges à la Knesset.

La minorité arabe d'Israël qui représente 20 % de la population a ses propres partis politiques. Les partis arabes ont contribué à empêcher Netanyahu de revenir au pouvoir lors des dernières élections, et en 2020, une liste combinée de quatre partis a obtenu son meilleur résultat à ce jour, remportant 15 sièges à la Knesset, devenant le troisième bloc le plus important de l'assemblée.

L'alliance dénommée *Liste commune (Joint list)* était composée de trois partis arabes et du *Hadash*, seul parti juif et arabe de la coalition qui comprenait les communistes du Maki, mais aborde cette fois le scrutin de manière divisée.